

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 15 octobre 2013

Les Cinq Cubains luttaien contre le terrorisme. Pourquoi les avons-nous mis en prison ? (The Washington Post)

Stephen Kimber

Considérons un instant ce qui se passerait si des agents de renseignement états-uniens sur le sol d'un pays étranger découvraient un important complot terroriste, suffisamment à temps pour l'empêcher. Et considérons ensuite comment les Etats-uniens réagiraient si les autorités de ce pays, plutôt que de coopérer avec nous, arrêtaient et emprisonnaient les agents états-uniens opérant sur leur sol.

Ces agents seraient des héros aux Etats-Unis. Le gouvernement états-unien remuerait ciel et terre pour les récupérer.

Ce genre de scénario s'est déjà produit, sauf que, dans la version réelle, qui s'est déroulée il y a 15 ans le mois dernier, ce sont les Etats-uniens qui tiennent le rôle du gouvernement étranger, et Cuba - oui, la Cuba de Fidel Castro - qui tient celui de la partie lésée.

Au début des années 1990, après que la disparition de l'Union soviétique rendait apparemment inévitable l'effondrement du gouvernement communiste de Cuba, les militants des groupes d'exilés cubains de Miami ont démultiplié leurs efforts pour renverser Castro par tous les moyens possibles, y compris par des attaques terroristes. En 1994, par exemple, Rodolfo Frometa, le chef d'un groupe d'exilés, s'est fait prendre lors d'un coup monté par le FBI en train d'essayer d'acheter un missile Stinger, un lance-grenades et des roquettes anti-chars qu'il prévoyait d'utiliser pour attaquer Cuba. En 1995, la police cubaine a arrêté deux Etats-uniens d'origine cubaine qui avaient tenté de placer une bombe dans une station balnéaire à Varadero.

Ces actions violaient manifestement les lois de neutralité des États-Unis, mais l'appareil judiciaire des Etats-Unis a regardé ailleurs. Bien que Frometa ait été accusé, reconnu coupable et condamné à près de quatre ans de prison, les forces de police enquêtaient rarement sur les accusations impliquant des militants en exil, et s'il leur arrivait de le faire, les procureurs le plus souvent abandonnaient les poursuites. Trop souvent, les politiciens de Floride ont servi d'apologistes aux éléments de la ligne dure de la communauté en exil.

Mais les Cubains avaient leurs propres agents sur le terrain en Floride. Un réseau de renseignement connu sous le nom de *La Red Avispa* fut envoyé au début des années 1990 pour infiltrer les groupes d'exilés militants. Il a eu quelques succès. Ses agents ont réussi en 1994 à contrecarrer un plan pour déclencher des bombes dans le cabaret emblématique *Tropicana*, un lieu touristique à La Havane. Et ils ont court-circuité un plan de 1998 visant à envoyer un bateau rempli d'explosifs depuis la rivière Miami vers la République Dominicaine pour être utilisé dans une tentative d'assassinat contre [Fidel] Castro.

Au printemps de 1998, des agents cubains ont découvert un complot visant à faire exploser un avion rempli de touristes en provenance d'Europe ou d'Amérique latine. Le complot a réveillé des souvenirs douloureux : avant 2001, l'acte le plus meurtrier du terrorisme aérien dans les Amériques était l'explosion d'une bombe en plein vol en 1976 sur le vol 455 de la compagnie *Cubana*, qui a tué tous les 73 passagers et membres d'équipage.

Castro enrôla son ami, lauréat du prix Nobel, le romancier Gabriel Garcia Marquez, pour porter un message secret sur le complot au président Bill Clinton. La Maison Blanche a pris la menace suffisamment au sérieux pour que la Federal Aviation Administration (FAA) mette en garde les compagnies aériennes.

Au mois de Juin de cette année-là, des agents du FBI se sont envolés vers La Havane pour rencontrer leurs homologues cubains. Pendant trois jours dans une maison gardée, les Cubains ont fourni au FBI les preuves de leurs agents avaient rassemblés sur différents complots, y compris l'attentat prévu contre un avion et une campagne d'attentats à la bombe dans des hôtels à La Havane qui a coûté la vie à un homme d'affaires italo-canadien.

Mais le FBI n'a jamais arrêté quelqu'un en relation avec le complot contre un avion ou les attentats contre les hôtels - même après que le militant exilé Luis Posada Carriles [se soit vanté de son rôle dans les attentats](#) à La Havane auprès du New York Times, en Juillet 1998. Au lieu de cela, le 12 septembre 1998, une équipe d'élite lourdement armée du FBI a arrêté les membres du réseau de renseignement cubain à Miami.

Les cinq agents ont été jugés dans cette ville hostile à tout ce qui touche à Cuba, et reconnus coupables de « conspiration en vue de commettre » tout, de l'espionnage à l'assassinat, et condamnés à des peines de prison incroyablement longues, dont une double peine à

perpétuait plus 15 ans.

Quinze ans plus tard, quatre des Cubains croupissent encore dans les prisons américaines.

Maintenant, vous commencez à comprendre pourquoi les Cinq Cubains – c'est comme ça qu'ils sont connus - sont des héros nationaux dans leur pays, pourquoi des photos d'eux plus jeunes se dressent sur des panneaux au bord des routes partout sur l'île, et pourquoi chaque écolier cubain les connaît par leurs prénoms : Gerardo, René, Ramón, Fernando et Antonio.

La Porte-parole du département d'Etat, Victoria Nuland, [a déclaré](#) que les Cinq Cubains « *ont tous été condamnés par les tribunaux des États-Unis pour avoir commis des crimes contre les États-Unis, y compris l'espionnage et la trahison.* »

Il est vrai que trois des cinq hommes - Antonio Guerrero, Ramon Labañino et Fernando Gonzalez - avaient, en partie, des missions militaires au-delà d'une simple infiltration et la rédaction de rapports sur les activités des groupes d'exilés de Miami. Mais leurs objectifs n'étaient pas de voler des secrets militaires des États-Unis ou de compromettre la sécurité des États-Unis.

Durant les années 1990, les autorités cubaines estimaient que leur pays pouvait être le prochain pays des Caraïbes à subir une invasion militaire US. Ce qui n'était pas inconcevable lorsqu'on considère les invasions de la Grenade (1983), Panama (1989) et Haïti (1994). Et il y avait aussi l'influence croissante des groupes de pression militants anti-castristes tels que la Fondation nationale cubano-américaine (*Cuban American National Foundation*), qui poussaient Washington à renverser Castro et son frère.

Sur la base des évaluations de ces invasions antérieures, l'intelligence cubaine a mis au point une liste de contrôle des signes annonciateurs d'une invasion imminente : un afflux soudain d'avions de combat et d'avions de reconnaissance dans une base militaire du sud, par exemple, ou des visites inattendues, inexplicables, de hauts-gradés militaires au quartier général du Commandement sud à Miami.

Des agents tels qu'Antonio Guerrero - qui travaillait comme concierge à la base aéronavale de Boca Chica, à Key West, de 1993 jusqu'à son arrestation en 1998 et qui purge une peine de 22 ans de prison - étaient pour les Cubains les équivalents, version basse-technologie, des satellites espions américains, et comptaient le nombre d'avions sur les pistes et envoyaient des rapports à la Havane.

Bien sûr, les autorités cubaines étaient impatientes de recueillir chaque miette de ragot que leurs agents pouvaient trouver, et La Havane exerçait parfois des pressions sur Guerrero pour qu'il en fasse plus ; il répondait principalement en envoyant des coupures des journaux de la base. Ce qui n'est pas étonnant. Guerrero parlait peu l'anglais et n'avait aucune habilitation de sécurité ; les secrets militaires étaient largement hors d'atteinte de quelqu'un à son niveau de rémunération. Et les secrets militaires US n'ont jamais été la véritable priorité de Cuba - Cuba voulait juste savoir si les Yankees étaient sur le point d'envahir l'île.

Sept mois après que le FBI ait arrêté les Cinq sous des accusations relativement insignifiantes - omission de s'enregistrer comme agents étrangers (*note du traducteur : aux États-Unis, un agent travaillant pour le compte d'un gouvernement étranger doit « s'enregistrer » comme tel auprès des autorités*), utilisation de fausses identités et, plus grave mais moins précis, de complot d'espionnage – les procureurs ont ainsi planté l'accusation qui allait galvaniser la communauté cubaine en exil.

Ils ont accusé Gerardo Hernandez, le chef du réseau, de complot en vue de commettre un assassinat en rapport avec un incident qui s'était déroulé trois ans plus tôt et a cours duquel deux avions de l'organisation *Brothers to the Rescue* avaient été abattus.

Brothers to the Rescue, un groupe anti-Castriste qui effectuait des sauvetages de migrants en mer dans le détroit de Floride, mais qui avait perdu sa raison d'être après l'accord de 1994 sur l'immigration signé entre Washington et La Havane, violait régulièrement et illégalement l'espace aérien cubain depuis plus d'un an, en larguant parfois des tracts antigouvernementaux sur La Havane. Les Cubains ont protesté contre ces vols. Le gouvernement US a fait de son mieux pour empêcher de nouvelles incursions, mais les rouages de la bureaucratie de la FAA tournent lentement.

Au début de 1996, les Cubains ont envoyé des messages à Washington par différentes canaux, en avertissant que si les États-Unis n'empêchaient pas de nouveaux vols de cette organisation, les Cubains s'en chargeraient.

Washington n'a rien fait. Les Cubains s'en sont donc chargés.

L'après-midi du 24 février 1996, des avions de chasse cubains ont abattu deux petits avions de *Brothers*, en tuant les quatre hommes à bord.

Les Cubains affirment que les avions se trouvaient à l'intérieur de leur territoire. Le gouvernement américain affirme - et l'Organisation de l'Aviation Civile internationale est d'accord - que les avions se trouvaient dans l'espace aérien international lorsqu'ils ont été abattus.

Mais est-ce que Hernandez savait vraiment à l'avance que le gouvernement cubain avait prévu d'abattre ces avions ? Était-il impliqué dans ce plan ?

Ma réponse est non. Au cours de mes recherches pour un livre sur les Cinq Cubains, j'ai passé en revue toutes les 20.000 pages des compte-rendus du procès et passé au crible des milliers de pages de communications déchiffrées entre La Havane et ses agents. Je n'ai trouvé aucune preuve que Hernandez avait la moindre connaissance ou influence sur les événements de la journée.

Les preuves révèlent plutôt l'image d'une bureaucratie de renseignement cubain obsédée par la compartimentation et le contrôle de l'information. Hernandez, un officier du renseignement illégal sur le terrain, n'avait pas besoin de savoir ce que les militaires cubains avaient prévu. Les messages et les instructions de La Havane étaient ambigus, et pas vraiment des preuves, notamment pour une accusation de complot d'assassinat.

Dans un message, par exemple, les patrons de Hernandez se réfèrent à un plan visant à « perfectionner la confrontation » avec *Brothers to the Rescue*, que les procureurs ont persisté à interpréter comme une intention d'abattre les avions.

Mais comme le juge Phyllis A. Kravitch l'a souligné - dans son argumentaire en 2008 d'une décision de la Cour d'appel US relative à l'accusation d'assassinat contre Hernandez - « *Il y a plusieurs façons pour un pays de « confronter » des avions étrangers. Atterrissages forcés, coups de semonce, vols sous escorte et forcés hors de l'espace aérien en font partie – les abattre aussi.* » Elle a dit que les procureurs « *n'ont présenté aucune preuve* » pour relier Hernandez à l'action. « *Je ne peux pas dire qu'un jury raisonnable - compte tenu de tous les éléments - pourrait conclure hors de tout doute raisonnable que Hernandez a accepté de les abattre* », a écrit Kravitch .

Un « jury raisonnable ». C'est là que le bât blesse.

À la fin des années 1990, les jurys de Miami étaient devenues si tristement célèbres dans les affaires impliquant des exilés cubains que les procureurs fédéraux dans une autre affaire se sont opposés à une requête de la défense demandant le transfert d'un procès de Puerto Rico à Miami pour certains exilés cubains accusés d'avoir comploté pour assassiner Castro.

Miami « *est un lieu très difficile pour obtenir une condamnation contre ces soi-disant combattants de la liberté* », a expliqué à l'époque l'ancien procureur US Kendall Coffey au *Miami Herald*. « *J'ai eu quelques condamnations, mais aussi des acquittements qui défiaient toute logique.* »

Les militants anti-cubains, en fait, étaient considérés comme des héros. En 2008, plus de 500 personnalités influentes de l'exil de Miami se sont réunies lors d'un dîner de gala pour honorer les contributions de Posada à « la cause » - c'est ainsi que l'effort pour renverser Castro est désigné dans la communauté.

Ses contributions ? Outre les attaques contre les hôtels à La Havane (« *Je dors comme un bébé* », a-t-il déclaré au *New York Times* en commentant la mort du touriste), Posada est le cerveau présumé de l'attentat du vol 455 de *Cubana*. Cuba et le Venezuela ont demandé son extradition. Les Etats-Unis ont refusé.

En 2000, Posada fut arrêté au Panama dans le cadre d'un complot visant à assassiner Castro. Il a été reconnu coupable et a passé quatre ans en prison avant de recevoir une grâce encore controversée (*NdT – grâce accordée par la président panaméenne de l'époque et ce peu avant de perdre les élections... et d'aller se réfugier à... Miami avec une trainée de casseroles*). Cette grâce fut abrogée en 2008.

L'action la plus proche d'un procès que le gouvernement US ait entreprise contre Posada s'est déroulée en 2009, lorsque l'administration Obama l'a accusé – non pas pour son rôle dans les attentats à La Havane, mais pour avoir menti dans un formulaire d'immigration. Il fut acquitté.

Aujourd'hui, Posada, 85 ans, se promène dans les rues de Miami, une contradiction vivante dans la guerre des Etats-Unis contre le terrorisme. Comment faire cadrer sa liberté avec la déclaration post-11 Septembre du président George W. Bush selon laquelle « *toute nation qui abrite ou soutient le terrorisme sera considérée par les Etats-Unis comme un régime hostile* » ? Comment faire cadrer la liberté de Posada avec le maintien en détention des Cinq Cubains, dont l'objectif principal était de prévenir les attaques terroristes ?

C'est une contradiction sur laquelle les Etats-Uniens devraient se pencher.

Stephen Kimber

Stephen Kimber enseigne le journalisme à l'Université de King's College, à Halifax, au Canada et est l'auteur de « [What Lies Across the Water : The Real Story of the Cuban Five](#) »

http://www.washingtonpost.com/opinions/the-cuban-five-were-fighting-terrorism-why-did-we-put-them-in-jail/2013/10/04/37c556a6-1fca-11e3-b7d1-7153ad47b549_story_2.html

Traduction « Volveran » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

<http://www.legrandsoir.info/les-cinq-cubains-luttaient-contre-le-terrorisme-pourquoi-les-avons-nous-mis-en-prison-the-washington-post.html>